

## « Préface »

à Laurent MEDEA, *Délinquance juvénile à La Réunion, Sainte-Clothilde*,  
Editions Zarlou, 2011, pp. 15-22.

Laurent Médéa a l'honnêteté de le reconnaître : il a mené cette recherche post-doctorale en 18 mois et sans être un spécialiste de sociologie de la délinquance, elle ne peut donc pas prétendre être complète sur le sujet. Sa recherche est cependant intéressante à plus d'un titre. D'abord parce qu'elle défriche un terrain presque vierge, ce qui est toujours un événement à signaler. Ensuite parce qu'elle présente beaucoup de données, en liaison avec une méthodologie riche et variée. Outre la lecture des données institutionnelles et le dépouillement de la presse, le chercheur a mené de très nombreux entretiens individuels ou collectifs avec des professionnels (magistrats, travailleurs sociaux, médecins, psychologues, agents pénitentiaires) ainsi qu'avec des responsables associatifs. Il a même réalisé des récits de vie avec 21 jeunes délinquants. Il a de surcroît fait quelques incursions dans les archives judiciaires et dans les archives tout court. Il a ainsi réuni une très grande quantité d'informations. Ajoutons la consultation d'une bibliographie non cantonnée à l'espace francophone, ce qui n'est pas si fréquent (elle s'arrête toutefois hélas en 2005, époque de la recherche). Enfin, le travail est bien entendu intéressant à discuter par les interprétations qu'il propose.

Je n'aurais pas la prétention de faire ici un résumé de son travail qu'il faut lire intégralement. Me plaçant dans la perspective de la discussion méthodologique et théorique, ainsi que dans celle du développement de futures recherches sur ce sujet, je voudrais simplement discuter trois points qui me semblent cruciaux.

Sur un plan statistique, d'abord, les recherches futures devront nécessairement aller plus loin que la compilation des données institutionnelles, policières et judiciaires<sup>1</sup>. En effet, les institutions pénales n'enregistrent qu'une petite partie de la délinquance et de ses acteurs. Seules les enquêtes en population générale (enquêtes de victimation et enquêtes de délinquance auto-reportée) peuvent permettre, sur un territoire donné (et celui de la Réunion, avec ses quelques 800 000 habitants, est sans doute bien adapté), de saisir tant l'ampleur

---

<sup>1</sup> Cf. Véronique Le Goaziou, Laurent Mucchielli, *La violence des jeunes en question*, Nîmes, éditions Champ social, 2009.

réelle, la nature variée et la gravité très diverse des conduites délinquantes, de même que les raisons pour lesquelles ces conduites sont plus ou moins judiciairisées. Elles permettent également, répétées à l'identique à quelques années de distance, de mesurer une évolution qui peut être différente de celle qu'enregistrent des institutions pénales dépendant directement de l'évolution du droit (qui ne cesse de s'élargir en changeant la définition de la délinquance) et des politiques de sécurité du lieu et du moment. Ces enquêtes permettent par exemple de mettre au jour des phénomènes de délinquance cachés, notamment ceux qui surviennent dans la sphère intrafamiliale et ceux qui sont commis par des jeunes appartenant à des milieux favorisés. Bref, elles élargissent notre regard sur la réalité et permettent de ne pas raisonner sur les seules délinquances les plus visibles, commises par des jeunes des milieux les plus défavorisés constitués en « clientèle habituelle » de la police et de la justice. Certes, ces enquêtes (bien faites) coûtent assez cher, mais elles constituent une ressource indispensable pour l'analyse scientifique et pour la conduite des politiques publiques.

Sur le plan de l'interprétation sociologique ensuite, en nous cantonnant donc désormais à cette partie de la délinquance qui est à la fois la plus grave et la plus connue des institutions, Laurent Médéa propose de considérer que « la délinquance juvénile se pose avant tout en termes identitaires ». Ainsi posée, l'affirmation peut paraître brutale et prêter à confusion chez certains lecteurs. Je voudrais donc expliquer comment je la lis sociologiquement.

L'analyse macrosociologique a deux dimensions classiques et non une seule<sup>2</sup>. La dynamique identitaire en est une. Mais n'oublions pas celle qui prime : l'inscription sociale. La recherche de Laurent Médéa donne tous les éléments pour montrer la concentration des parcours délinquants les plus durs dans les quartiers les plus défavorisés, au terme de problèmes de socialisation qui se jouent dans une sorte de ménage à trois entre la famille, l'école et le quartier. Les jeunes délinquants constituant la majorité de la population sous main de justice viennent d'abord de familles pauvres et nombreuses, habitant des quartiers défavorisés et ayant connu une première grande exclusion sociale à travers l'échec scolaire. C'est là quasiment un invariant sociologique. Et ce n'est qu'une fois ceci posé que l'on peut chercher à comprendre comment, à partir de l'adolescence, la petite partie des jeunes qui s'enfoncent dans la « carrière délinquante » opère en même temps une sorte de conversion identitaire pour endosser le rôle social du « méchant délinquant ». Ce rôle est une façon d'essayer d'échapper à la domination sociale, à la déchéance sociale et familiale (l'exclusion antérieure du père a

---

<sup>2</sup> Cf. L. Mucchielli, « Immigration et délinquance : fantasmes et réalités », in Nacira Guénif-Souilamas, dir., *La république mise à nu par son immigration*, Paris, La Fabrique, 2006, p. 39-61.

souvent privé ces garçons de modèle masculin valorisé) et d'échapper aussi à ce que les psychologues appelleraient l'effondrement narcissique<sup>3</sup>. C'est à ce moment là que l'histoire et la structuration actuelle des relations entre les groupes sociaux entrent en jeu en ce qu'elles font exister des images toutes prêtes, des rôles prédéfinis, des scénarios écrits d'avance. Laurent Médéa montre que l'histoire spécifique de La Réunion désigne ici le *Kaf*, groupe humain et social situé au plus bas de la hiérarchie sociale, descendants d'esclaves (et une partie précise d'entre eux : les « esclaves de pioches ») à la peau noire, comme la figure imposée de ce méchant délinquant<sup>4</sup>. De la même manière que, en métropole, l'Arabe depuis les années 1970, et aujourd'hui de plus en plus le Noir, jouent ce rôle. Mais avant eux, les « Blousons noirs » des années 1960 et les « Apaches » des « faubourgs » d'avant la Première guerre mondiale se construisaient/étaient construits également déjà comme les « méchants délinquants qui font peur aux braves gens » (et comme les barbares menaçant les civilisés), lors même qu'ils étaient le plus souvent originaires des campagnes françaises. En d'autres termes, il convient de ne pas essentialiser l'histoire de longue durée, et notamment l'histoire coloniale. Celle-ci structure des représentations sociales, c'est l'évidence, mais pas de façon directe et obligée, davantage comme ce que l'on pourrait appeler le répertoire (local) du racisme et du mépris social, qui est d'autant plus mobilisé qu'il recoupe une division sociale, c'est-à-dire des processus d'exclusion socio-économique se marquant aussi dans l'espace (ségrégation territoriale). Pour le dire brutalement, si les *Kaf* habitant massivement les quartiers pauvres étaient intégrés socio-économiquement et spatialement autant que les autres groupes à la vie réunionnaise, cette question identitaire ne se poserait pas. Au demeurant, leur délinquance n'est pas fondamentalement revendicative, elle est constituée avant tout de vols, qui ont augmenté logiquement à mesure que La Réunion s'urbanisait, se densifiait, réduisait

---

<sup>3</sup> Ce mécanisme psychosociologique de conversion identitaire et de « retournement du stigmaté » est bien connu en sociologie de la déviance depuis les travaux de Howard Becker aux Etats-Unis et Alexandre Vexliard en France. Laurent Médéa y insiste à très juste titre (« la théorie de l'étiquetage semble centrale à la compréhension du phénomène de délinquance juvénile à La Réunion »).

<sup>4</sup> Dans ses chapitres historiques, Laurent Médéa analyse à la fois l'histoire sociale de ces groupes et l'histoire des représentations sociales qui les ont construits dans leur position ultra-dominée. Le sujet est complexe, pour au moins deux raisons. D'abord la diversité et la complexité des affiliations identitaires à La Réunion, qu'avait montrés la thèse de Lucette Labache (*La question de l'ethnicité à l'île de La Réunion. Vers un melting-pot ?*, Paris, École des Hautes Études en Sciences Sociales, 1996). La seconde est l'intensité des flux migratoires à La Réunion, qui a entraîné la constitution d'un groupe ethno-social situé encore plus bas dans la hiérarchie sociale et suscitant aujourd'hui le plus de rejet dans la société réunionnaise : les Mahorais (cf. encore le récent rapport du Conseil économique, social et environnemental régional, *Les Mahorais à La Réunion : de l'accueil à l'écueil*, CESR, Saint-Denis, octobre 2010).

les anciens liens communautaires et entrain dans la société de consommation tout en excluant du jeu économique des pans entiers de sa population <sup>5</sup>.

Insistons un instant sur ce dernier point car on peut véritablement parler ici d'exclusion et de misère. Les taux de chômage des jeunes de milieux populaires et peu ou pas diplômés atteignent à La Réunion des niveaux tels que l'on est même étonné que ces jeunes ne soient pas davantage violents, individuellement comme collectivement <sup>6</sup>. Il est probable que l'alcool, les drogues et les psychotropes (*a fortiori* le cocktail des trois...), par ailleurs si décriés par les autorités pour les ravages individuels qu'ils provoquent, sont aussi en réalité de puissants anesthésiants de révolte social. Le fatalisme, le repli sur soi et sur le présent, l'alcoolisme, sont des éléments classiques de ce que Oscar Lewis (*La vida*, 1966) appelait la « culture de la pauvreté » <sup>7</sup>. Et la misère décuplant tous les problèmes relationnels classiques (notamment intrafamiliaux), les autorités pourront longtemps s'inquiéter des mœurs dégradées des miséreux, alterner à leur égard la potence et la pitié (les politiques de sécurité et les politiques sociales), et finalement entretenir ainsi un ordre social toujours aussi inégalitaire <sup>8</sup>.

Le travail de Laurent Médéa se termine par un très important recensement de toutes les mesures de prévention de la délinquance qu'il serait nécessaire de prendre. Chaque catégorie de professionnels impliquée y trouvera son compte et de quoi travailler. La liste est cependant tellement imposante que le risque existe, pour les décideurs et financeurs les plus généraux, de perdre de vue la hiérarchie des priorités, de se trouver paralysé devant l'ampleur de la tâche ou bien de conduire à un saupoudrage des financements qui améliorera un petit peu

---

<sup>5</sup> Le travail de Laurent Médéa prolonge ici celui de Bernard Rémy (*La délinquance à La Réunion: approche géographique d'une situation dans un espace insulaire*, Paris, L'Harmattan, 2000).

<sup>6</sup> Le taux de chômage des 15-24 ans dépasse les 50 % à la Réunion en 2009. Ceci laisse augurer de taux supérieurs à 70 % chez les jeunes peu ou pas diplômés, et encore plus fort dans les quartiers prioritaires de la politique de la ville les plus dégradés de ce point de vue, comme au Port, à Saint Benoit et Saint Pierre (Insee-Réunion, « Les quartiers prioritaires de la ville », *Insee partenaires*, août 2010, n°9). A ces « chômeurs officiels » s'ajoutent de surcroît les « inactifs souhaitant travailler » qui sont particulièrement nombreux à La Réunion (voir le dossier « Aux frontières du chômage et de l'emploi » de la revue *Economie de la Réunion*, 2009, n°135). C'est véritablement une exclusion de masse qui frappe ces catégories de la population.

<sup>7</sup> Sur l'actualité de ces questions dans la sociologie américaine, on se reportera à Michèle Lamont et Mario Luis Small, « How Culture Matters : Enriching our Understanding of Poverty », in Ann Lin and David Harris, eds., *The Colors of Poverty*, New York, Russell Sage Foundation, 2008, p. 76-102.

<sup>8</sup> Malgré le rôle plus important qu'ailleurs des prestations sociales, les inégalités économiques sont plus fortes à La Réunion qu'en métropole et elles se sont accentuées dans les années 2000 (voir le numéro spécial « Diagnostic de la pauvreté à La Réunion », *Economie de la Réunion*, 2009, n°134). L'expression « la potence et la pitié » est bien entendu inspirée du livre de l'historien polonais Bronislaw Geremek (*La potence ou la pitié. L'Europe et les pauvres du Moyen Age à nos jours*, Paris, Gallimard, 1997).

chaque problème sans en régler jamais véritablement aucun. C'est le problème classique de la politique de la ville, mais le mécanisme est classique et vaut pour les politiques publiques en général. Rappelons donc quelques « fondamentaux », en nous limitant volontairement à trois. D'abord celui du niveau du chômage, car rien de changera si celui-là ne change pas d'abord. Le meilleur travail de prévention, d'éducation, d'accompagnement à l'insertion, etc., restera toujours impuissant et désespérant pour les travailleurs sociaux si la société réunionnaise continue à exclure de fait des pans entiers de sa population du cours ordinaire de la vie sociale. Qu'on le veuille ou non, le travail (rémunéré évidemment) demeure la clef de l'insertion dans la société et du passage de la jeunesse à l'âge adulte. Parce qu'elle est concernée beaucoup plus gravement et plus structurellement encore que la métropole, La Réunion devrait faire de cette question une priorité absolue.

Ensuite celui de l'échec scolaire. L'école est la première société, celle des enfants, et l'échec scolaire est la première des exclusions sociales. Il est plus que temps d'en finir avec le mythe de l'école républicaine qui serait égalitaire parce qu'elle traiterait tout le monde de la même manière. Traiter de la même façon des gens inégaux au départ ne peut que conduire à reproduire cette inégalité à l'arrivée. Cela se vérifie à la Réunion comme ailleurs<sup>9</sup>. Si l'on souhaite réellement changer quelque chose à ce mécanisme, alors il faut égalitariser les chances de réussir dès le départ et en faire donc là aussi un enjeu prioritaire. Cela suppose une petite révolution dans les mentalités et les pratiques.

Enfin celui des relations communautaires. Ce mot de « communauté » est très peu utilisé en métropole. On y parle surtout, et de façon uniquement négative, de « communautarisme » pour stigmatiser les affirmations identitaires des uns ou la perpétuation des traditions des autres. Or c'est oublier le sens social le plus ordinaire du mot, qui désigne l'ensemble des personnes vivant sur un territoire donné et appelées à se croiser plus ou moins quotidiennement. S'agissant de la délinquance juvénile, quantité de problèmes apparaissent aujourd'hui d'autant plus problématiques que les familles vivent de plus en plus repliées sur elles-mêmes, chacune chez soi, dans sa maison individuelle ou son appartement, devant sa télévision (cet autre terrible anesthésiant social)<sup>10</sup>. Ce qui caractérise la société « post-moderne », ce n'est pas seulement la société de consommation et les vols qui l'accompagnent, ce sont aussi une façon de peupler le territoire et un mode de vie qui provoquent un effondrement des relations sociales de proximité, des solidarités entre adultes et donc des

---

<sup>9</sup> Voir par exemple le dossier de la revue *Economie de la Réunion*, 4<sup>ème</sup> trimestre 1999.

<sup>10</sup> N. Actif, « L'habitat des Réunionnais s'est transformé en neuf ans. Le logement en 2006 », *Economie de la Réunion*, 2009, n°5, p. 6-7.

capacités de ces adultes à contrôler tant bien que mal les désordres juvéniles. C'est pourquoi le souci de préserver ou de faire revivre un certain dynamisme communautaire dans les villes et les quartiers devrait également habiter à tous les niveaux les décideurs.

Mais nous voici ainsi arrivés à la fin (ou bien au commencement ?) de la réflexion. Qui sont en effet « les décideurs » à La Réunion ? Peut-on attendre des représentants politiques de l'Etat central qu'ils favorisent davantage d'autonomie, d'imagination et d'innovation dans les processus locaux de décision ? Peut-on attendre de la classe sociale des plus gros possédants qu'ils acceptent de partager davantage leurs privilèges et leur pouvoir ? Peut-on attendre des élus locaux qu'ils s'intéressent davantage à ceux qui ne votent même plus ? Peut-on attendre des fonctionnaires métropolitains qu'ils s'investissent davantage dans la vie réunionnaise ? Peut-on attendre des syndicats qu'ils s'intéressent autant à ceux qui n'ont pas de travail qu'aux salariés qu'ils défendent ordinairement ? Peut-on attendre des classes moyennes qu'elles envisagent un autre rêve que celui de leur seule réussite familiale ?

Si ces questions ne sont pas posées, alors il me semble que La Réunion pourra encore longtemps s'inquiéter du développement de la délinquance juvénile, s'effrayer des faits divers et de « toute cette violence », ériger des murs symboliques ou matériels entre les groupes sociaux et tenter de réparer les dégâts après chaque courte explosion de colère du volcan de misère sociale qu'elle entretient en son cœur aussi sûrement que le piton de la Fournaise.

*Laurent MUCCHIELLI*

*Sociologue, directeur de recherche au CNRS*

*Laboratoire Méditerranéen de Sociologie (UMR 6127)*

*Courriel : [mucchielli@mmssh.univ-aix.fr](mailto:mucchielli@mmssh.univ-aix.fr)*

*Site d'analyse et de ressource : [www.laurent-mucchielli.org](http://www.laurent-mucchielli.org)*